

Art. 8. De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 23 april 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30823]

23 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne ;

Considérant les mesures de confinement prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 13, 18 et 23 mars 2020, et des 3 et 17 avril 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 13, 18 et 23 mars 2020, et des 3 et 17 avril 2020 ;

Considérant que ces prolongations successives de mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sont chaque fois la conséquence des décisions prises par le Conseil National de Sécurité réunissant en son sein les différents niveaux de pouvoirs pour une coordination efficace de la lutte contre la pandémie ; décisions elles-mêmes basées sur les avis d'experts scientifiques qui démontrent à suffisance la nécessité de continuer à agir au regard de l'évolution des conditions sanitaires ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 17 avril 2020 précité prolonge les mesures de confinement jusqu'au 3 mai 2020 inclus ;

Considérant que la Région wallonne a déjà pris de premières mesures urgentes par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en suspendant tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, pour une durée d'un mois prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires ;

Considérant que la Région wallonne a déjà décidé, par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 prorogeant les délais prévus par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatifs à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, de proroger jusqu'au 30 avril 2020 inclus la suspension de tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Considérant que cet arrêté de pouvoir spéciaux n° 20 du 18 avril 2020, a modifié l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 précité, en remplaçant les mots « pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires » par les mots « pour une première durée de 30 jours, prorogeable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires » ;

Considérant également que la Région wallonne a déjà pris trois mesures urgentes spécifiques en matière fiscale par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, dont l'application de deux d'entre elles est limitée à une première période de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires ;

Considérant que la crise sanitaire du coronavirus COVID-19 continue d'affecter gravement la capacité financière de nombreuses personnes, tant physiques que morales ;

Considérant qu'il relève d'une autorité publique comme la Région wallonne, de garantir et d'assurer dans le cadre et la limite de ses compétences et de sa capacité d'action, un soutien adéquat aux personnes morales et physiques fortement impactées par cette crise sanitaire majeure ;

Considérant que la fiscalité constitue un outil efficace de soutien économique et financier dans ce contexte de crise majeure ;

Considérant que le délai de deux ans repris à l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe relève de la compétence régionale et que de nombreux citoyens risquent, à la suite des mesures de confinement susvisées, de ne pas pouvoir se rendre auprès de leur notaire afin de passer les actes authentiques de revente d'un bien acquis il y a un peu moins de deux ans ;

Considérant que les raisons pour lesquelles la suspension temporaire du délai prévu à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales a été instaurée, sont toujours existantes ;

Considérant cet objectif de sécurité juridique de garantir la conservation du bénéfice d'un régime fiscal favorable ;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de prolonger cette mesure prévue à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, d'une période allant jusqu'au 30 avril 2020 inclus ;

Considérant ensuite que de nombreuses personnes tant physiques que morales continuent d'être tenues par des contraintes financières comme les crédits hypothécaires, et qu'en cas de défaut de les assumer ou si un risque particulier est identifié dans leur chef, le secteur bancaire risque d'activer les mandats hypothécaires de couverture des emprunts conclus, afin de se prémunir lui-même par la prise d'hypothèques contre les effets potentiellement désastreux de cette crise majeure ;

Considérant que la Région wallonne doit continuer à éviter que cette prise de garantie par les banques ne conduise à une détérioration accrue des finances des entreprises et des particuliers, et que cette situation exceptionnelle de prise éventuelle de garanties n'aurait pas eu lieu en des circonstances normales ;

Considérant que le meilleur levier d'action est de continuer à réduire exceptionnellement et temporairement à zéro pourcent le droit d'enregistrement, lorsqu'il est localisé en Région wallonne conformément à l'article 5, § 1^{er}, 7^o, premier tiret, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble, mais uniquement en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer existant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté afin d'éviter également toute situation d'abus potentiel de cette mesure exceptionnelle de faveur ;

Considérant, dès lors, qu'il est nécessaire de prolonger cette mesure prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, d'une période allant jusqu'au 30 avril 2020 inclus ;

Considérant que la disposition prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, continue à s'appliquer tant que l'établissement concernés subit une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale ;

Considérant que le Gouvernement n'a pas pu constater par arrêté la fin de la période d'application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité ni le nombre de douzième concernés, vu la prolongation de la durée de fermeture des établissements concernés par l'Etat fédéral ;

Considérant dès lors que cette disposition ne nécessite aucune décision particulière du Gouvernement pour continuer à s'appliquer durant la période première de prolongation ici envisagée ;

Considérant enfin que l'article 3, § 1^{er}, du décret d'habilitation prévoit que : « *Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis.*

Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement » ;

Considérant alors, compte tenu de l'urgence extrême à garantir et soutenir tant les citoyens wallons que l'économie wallonne dans ce moment de crise inédite, qu'il convient que le présent arrêté soit adopté sur le champ ; que ceci, en soi, justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'État et qu'il en va d'autant plus ainsi que celle-ci connaît bien légitimement des problèmes organisationnels et a fait savoir que « *Compte tenu de l'importante perturbation du fonctionnement normal de la section de législation, il convient de demander l'avis de préférence dans un délai de 60 jours et d'éviter, dans la mesure du possible, les délais plus courts de 5 et 30 jours* » ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 4, alinéa premier, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, les mots « deux fois pour une même durée » sont remplacés par les mots « pour une durée ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours ».

Art. 2. L'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, est prorogée d'une nouvelle période prenant cours le 26 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 23 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances,
des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement,
de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/30823]

23. APRIL 2020 — Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 24 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung dazu führen könnten, jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu verzögern;

In Erwägung der Maßnahmen in Bezug auf die Ausgangsbeschränkung, die von der Föderalregierung durch die nacheinander verabschiedeten Ministeriellen Erlasse mit Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 vom 13., 18. und 23. März 2020 sowie vom 3. und 17. April 2020 getroffen wurden und jeweils im Belgischen Staatsblatt vom 13., 18. und 23. März 2020 sowie vom 3. und 17. April 2020 veröffentlicht wurden;

In der Erwägung, dass diese aufeinander folgenden Verlängerungen der Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 jedes Mal die Folge von Beschlüssen des Nationalen Sicherheitsrates sind, der die verschiedenen Befugnisebenen für eine wirksame Koordinierung des Kampfes gegen die Pandemie zusammenführt; diese Beschlüsse beruhen ihrerseits auf den Stellungnahmen wissenschaftlicher Experten, die hinreichend nachweisen, dass es angesichts der Entwicklung der Gesundheitsbedingungen notwendig ist, weiter zu handeln;

In der Erwägung, dass der vorerwähnte Ministerielle Erlass vom 17. April 2020 die Maßnahmen zur Ausgangsbeschränkung bis zum 3. Mai 2020 verlängert;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region durch den Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bereits erste Dringlichkeitsmaßnahmen ergriffen hat, mit denen alle zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen festgelegt oder aufgrund dieser Bestimmungen verabschiedet wurden, sowie die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegten zwingenden Fristen, die gemäß dem Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, für einen Zeitraum von einem Monat ausgesetzt werden, der zweimal um denselben Zeitraum durch einen Erlass verlängert werden kann, mit dem die Regierung diese Notwendigkeit angesichts der Entwicklung der Gesundheitslage rechtfertigt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region bereits durch den Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 20 vom 18. April 2020 zur Verlängerung der Fristen in dem Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, und in dem Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 3 vom 18. März 2020 betreffend die Angelegenheiten, die kraft Artikel 138 der Verfassung der Wallonischen Region übertragen worden sind, und über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, beschlossen hat, die Aussetzung aller zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bis zum 30. April einschließlich zu verlängern;

In der Erwägung, dass durch diesen Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 20 vom 18. April 2020 der vorerwähnte Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 abgeändert wurde, indem die Wortfolge *“für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt.”* durch die Wortfolge *“für einen ersten Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal bis zu einem durch einen Erlass der Regierung festgelegten Datum verlängert werden kann, wobei jeder Zeitraum 30 Tage nicht überschreiten darf und die Notwendigkeit im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands zu begründen ist.”* ersetzt wurde.

In der Erwägung, dass die Wallonische Region außerdem durch den Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen bereits drei spezifische Dringlichkeitsmaßnahmen im Bereich des Steuerwesens getroffen hat, von denen zwei in ihrer Anwendung auf einen ersten Zeitraum von 30 Tagen beschränkt sind, der zweimal um denselben Zeitraum durch einen Erlass verlängert werden kann, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Maßnahmen im Lichte der Entwicklung der Gesundheitszustands begründet;

In der Erwägung, dass die Gesundheitskrise des Coronavirus COVID-19 die finanzielle Leistungsfähigkeit zahlreicher sowohl natürlicher und als auch juristischer Personen weiterhin ernsthaft beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass es in der Verantwortung einer öffentlichen Behörde wie der Wallonischen Region liegt, im Rahmen und in den Grenzen ihrer Zuständigkeiten und ihrer Handlungsfähigkeit eine angemessene Unterstützung für juristische und natürliche Personen, die von dieser schwerwiegenden Gesundheitskrise stark betroffen sind, zu gewährleisten und sicherzustellen;

In der Erwägung, dass das Steuerwesen ein wirksames Instrument zur wirtschaftlichen und finanziellen Unterstützung in diesem Kontext einer schwerwiegenden Krise darstellt;

In der Erwägung, dass die in Artikel 212 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches festgelegte zweijährige Frist in den Zuständigkeitsbereich der Region fällt und dass viele Bürger aufgrund der oben genannten Maßnahmen zur Ausgangsbeschränkung möglicherweise nicht in der Lage sind, ihren Notar aufzusuchen, um die authentischen Urkunden über den Weiterverkauf einer vor etwas weniger als zwei Jahren erworbenen Immobilie zu erstellen;

In der Erwägung, dass die Gründe für die zeitweilige Aussetzung der in Artikel 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen vorgesehenen Frist weiterhin bestehen;

In Erwägung des Ziels der Rechtssicherheit in Bezug auf die Erhaltung der Vorteile einer günstigen Steuerregelung;

In der Erwägung, dass es demnach notwendig ist, diese in Artikel 2 des vorgenannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehene Maßnahme um einen Zeitraum bis einschließlich den 30. April 2020 zu verlängern;

In der Erwägung ebenfalls, dass zahlreiche natürliche und juristische Personen weiterhin durch finanzielle Verpflichtungen wie Hypothekarkredite gebunden sind und dass der Bankensektor bei deren Nichterfüllung oder bei Feststellung eines besonderen Risikos bei den vorerwähnten Personen, Hypothekenvollmachten zur Deckung der abgeschlossenen Kredite aktivieren könnte, um sich durch die Aufnahme von Hypotheken gegen die potenziell katastrophalen Auswirkungen dieser schwerwiegenden Krise zu schützen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region weiterhin verhindern muss, dass die Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen durch die Banken zu einer weiteren Verschlechterung der Finanzlage von Unternehmen und Privatpersonen führt, und dass diese Ausnahmesituation der möglichen Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen unter normalen Umständen nicht eingetreten wäre;

In der Erwägung, dass der beste Ansatzpunkt dazu darin besteht, weiterhin die Registrierungsgebühr ausnahmsweise und zeitweilig auf null Prozent zu senken, wenn diese Gebühr in der Wallonischen Region zahlbar ist gemäß Artikel 5 § 1 Ziffer 7 erster Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen bei der Bestellung einer Hypothek an einem unbeweglichen Gut, jedoch nur im Falle der Umwandlung einer vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestehenden Hypothekenvollmacht in eine Hypothek, um auch jede Situation eines potentiellen Missbrauchs dieser außergewöhnlichen Vergünstigungsmaßnahme zu vermeiden;

In der Erwägung, dass es demnach notwendig ist, diese in Artikel 1 des vorgenannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehene Maßnahme um einen Zeitraum bis einschließlich den 30. April 2020 zu verlängern;

In der Erwägung, dass die in Artikel 3 des vorgenannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehene Maßnahme weiterhin anwendbar bleibt, solange der betreffende Betrieb durch einen Beschluss der Förderalbehörde zwangsweise geschlossen bleiben muss;

In der Erwägung, dass die Regierung angesichts der Verlängerung der Dauer der Schließung der betreffenden Betriebe durch den Föderalstaat weder das Ende des Anwendungszeitraums von Artikel 3 des vorgenannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 noch die Anzahl betroffener Zwölfteile mittels eines Erlasses hat feststellen können;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung somit keine besondere Entscheidung der Regierung erfordert, um während des ersten hier vorgesehenen Verlängerungszeitraums weiterhin zu gelten;

In der abschließenden Erwägung, dass in Artikel 3 § 1 des Ermächtigungsdokuments Folgendes vorgesehen wird: *“Die in den Artikeln 1 und 2 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen eingeholt wurden.*

Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen.”;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass daher angesichts der äußersten Dringlichkeit, sowohl die wallonischen Bürger als auch die wallonische Wirtschaft in dieser Zeit einer beispiellosen Krise Garantien zu bieten und sie zu unterstützen, unverzüglich verabschiedet werden sollte; dass dies an sich schon rechtfertigt, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht konsultiert wird, und dass dies umso mehr der Fall ist, als Letztere zu Recht organisatorische Probleme hat und Folgendes erklärt hat: *"Angesichts der bedeutenden Störung der normalen Funktionsweise der Gesetzgebungsabteilung, gilt es, die Gutachten vorzugsweise innerhalb von 60 Tagen anzufordern, und die kürzeren Fristen von 5 und 30 Tagen möglichst zu vermeiden"*;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 4 Absatz 1 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen werden die Wörter ", der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann" durch die Wörter "der um eine Dauer, die jeweils 30 Tage nicht überschreiten kann, verlängert werden kann" ersetzt.

Art. 2 - Die Gültigkeit der Artikel 1 und 2 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen wird um einen neuen Zeitraum verlängert, der ab dem 26. April 2020 bis einschließlich den 30. April 2020 läuft.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 23. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt,
Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung,
administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur,
Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30823]

23 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering nr. 24 tot wijziging en tot verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen;

Overwegende dat de WHO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Overwegende dat de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt;

Gelet op de lockdownmaatregelen genomen door de federale Regering via de opeenvolgende ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart 2020 en van 3 en 17 april 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, respectievelijk bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13, 18 en 23 maart 2020, en van 3 en 17 april 2020;

Overwegende dat deze opeenvolgende verlengingen van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken telkens het gevolg zijn van beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad, waarin de verschillende bestuursniveaus worden samengebracht voor een doeltreffende coördinatie van de strijd tegen de pandemie; deze beslissingen zijn op hun beurt gebaseerd op de adviezen van wetenschappelijke deskundigen die voldoende aantonen dat het nodig is om te blijven handelen ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden;

Overwegende dat bovenvermeld ministerieel besluit van 17 april 2020 de lockdownmaatregelen tot en met 3 mei 2020 verlengt;

Overwegende dat het Waals Gewest reeds eerste dringende maatregelen heeft genomen bij het besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, waarbij alle dwingende termijnen die zijn vastgelegd in de hele Waalse wetgeving en reglementering of die uit hoofde daarvan zijn aangenomen, alsmede die welke zijn vastgelegd in de wetten en koninklijke besluiten die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, zijn opgeschort voor een periode van één maand, die tweemaal voor dezelfde periode kan worden verlengd bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daarvan rechtvaardigt in het licht van de ontwikkeling van de gezondheidstoestand;

Overwegende dat het Waals Gewest reeds heeft besloten bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 20 van 18 april 2020 tot verlenging van de termijnen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 van 18 maart 2020 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, de opschorting van alle dwingende termijnen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 tot en met 30 april 2020 te verlengen;

Overwegende dat het besluit van bijzondere machten nr. 20 van 18 april 2020 bovenvermeld besluit van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 heeft gewijzigd, waarbij de woorden "*voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden*" zijn vervangen door de woorden "*voor een eerste duur van 30 dagen, die tweemaal kan worden verlengd tot een bij een besluit van de Regering vastgestelde datum, die telkens niet langer mag zijn dan 30 dagen en die de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden*";

Overwegende dat het Waalse Gewest reeds drie specifieke dringende maatregelen op fiscaal gebied heeft genomen bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, waarvan de toepassing van twee van hen beperkt is tot een eerste periode van 30 dagen, die tweemaal voor één zelfde duur kan worden verlengd bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden; <0>

Overwegende dat deze crisis van het coronavirus COVID-19 de financiële draagkracht van talrijke zowel natuurlijke personen als rechtspersonen ernstig aantast;

Overwegende dat het de verantwoordelijkheid van een overheidsinstantie als het Waalse Gewest is om, in het kader en binnen de grenzen van zijn bevoegdheden en handelingsbekwaamheid, een adequate ondersteuning aan de natuurlijke en rechtspersonen die sterk door deze grote gezondheids crisis worden getroffen, te garanderen en te waarborgen;

Overwegende dat belastingheffing een doeltreffend instrument is voor economische en financiële steun in deze context van een grote crisis;

Overwegende dat de termijn van twee jaar die in artikel 212 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten is vastgesteld, onder de gewestelijke bevoegdheid valt en dat talrijke burgers zich als gevolg van de bovengenoemde inperkingsmaatregelen niet naar hun notaris kunnen begeven voor het verlijden van de authentieke akten van wederverkoop van een onroerend goed dat iets minder dan twee jaar geleden is aangekocht;

Overwegende dat de redenen waarvoor de tijdelijke opschorting van de in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen is ingevoerd, nog steeds gelden;

Gelet op deze doelstelling van rechtszekerheid om het behoud van het voordeel van een gunstige belastingregeling te waarborgen;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is deze maatregel bedoeld in artikel 2 van bovengenoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 te verlengen met een periode tot en met 30 april 2020;

Overwegende bovendien dat talrijke zowel natuurlijke personen als rechtspersonen nog steeds gebonden zijn aan financiële beperkingen zoals hypotheekleningen, en dat de banksector, indien zij deze niet betalen of indien er een bepaald risico uit hun hoofde wordt vastgesteld, het risico loopt hypotheekmandaten te activeren om de afgesloten leningen te dekken, teneinde zich zelf via hypotheeken te beschermen tegen de mogelijk desastreuze gevolgen van deze grote crisis;

Overwegende dat het Waalse Gewest nog moet voorkomen dat het nemen van garanties door de banken leidt tot een verdere verslechtering van de financiën van bedrijven en particulieren, en dat deze uitzonderlijke situatie van het eventueel nemen van garanties zich in normale omstandigheden niet zou hebben voorgedaan;

Overwegende dat de beste hefboomwerking erin bestaat het registratierecht uitzonderlijk en tijdelijk tot nul procent nog te verminderen wanneer het in het Waalse Gewest is gelegen, overeenkomstig artikel 5, § 1, 7^o, eerste streepje, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, met betrekking tot de vestiging van een hypotheek op onroerend goed, maar alleen in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat dat bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit, om ook elke situatie van potentieel misbruik van deze uitzonderlijke gunstmaatregel te voorkomen;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is deze maatregel bedoeld in artikel 1 van bovengenoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 te verlengen met een periode tot en met 30 april 2020;

Overwegende dat de bepaling bedoeld in artikel 3 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 van toepassing blijft zolang de betrokken instelling een gedwongen sluiting ondergaat door beslissing van de federale overheid;

Overwegende dat de Regering, gezien de verlenging van de periode van sluiting van de betrokken instellingen door de federale Staat, noch het einde van de toepassingsperiode van artikel 3 van voormeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, noch het aantal betrokken twaalfden bij een besluit heeft kunnen vaststellen;

Overwegende dat deze bepaling derhalve geen bijzondere beslissing van de Regering vereist om tijdens de eerste hier beoogde verlengingsperiode van toepassing te blijven;

Overwegende dat artikel 3, § 1, van het machtigingsdecreet tot slot het volgende bepaalt: *"De besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden.*

Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen."

Overwegende dat het, rekening houdend met de uiterste dringende noodzakelijkheid om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen en zowel de rechtszekerheid als het gelijkheidsbeginsel te vrijwaren passend is dat huidig besluit terstond wordt aangenomen; dat dit op zich een verantwoording is voor het feit dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet is geraadpleegd en dat dit des te meer geldt dat genoemd college begrijpelijkerwijze voor organisatieproblemen staat en mede heeft gedeeld dat het *"rekening houdend met de aanzienlijke verstoring van de normale werking van de afdeling wetgeving"* passend is dat *"het advies bij voorkeur aangevraagd wordt binnen een termijn van 60 dagen en dat "voor zover mogelijk kortere termijnen van 5 en 30 dagen vermeden worden"*;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen worden de woorden *"twee maal verlengbaar voor éénzelfde duur"* vervangen door de woorden *"verlengbaar voor een duur die telkens niet langer mag zijn dan 30 dagen,"*.

Art. 2. De toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen wordt verlengd met een nieuwe periode die begint op 26 april 2020 en die eindigt op 30 april 2020.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 23 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën,
Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica,
Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur,
Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30824]

23 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les indices pivots prévus par l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o ;

Vu le rapport du 17 décembre 2019, établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;